

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 35 (1998)
Heft: 1347

Artikel: Quelques chiffres pour tordre le cou aux idées reçues
Autor: Guyaz, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1010123>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quelques chiffres pour tordre le cou aux idées reçues

Les offices de statistiques de Genève et Vaud ont eu la bonne idée de publier un recueil commun de chiffres sur l'emploi et les entreprises basés sur le recensement fédéral de 1995. Un petit florilège de données grappillées.

LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS sont au nombre de 174207 dans les entreprises des cantons de Vaud et de Genève. Ils y occupent plus du tiers (34,8%) des emplois. La proportion est plus élevée à Genève (41,7%) que dans le canton de Vaud (29,3%), ce qui est déjà beaucoup puisque la moyenne suisse s'établit à 24%. Une bonne partie des 92679 étrangers employés à Genève sont des frontaliers (29,9%). Ceux-ci ne représentent que 9,6% des emplois étrangers dans le canton de Vaud.

La proportion des étrangers employés à Genève est en réalité beaucoup plus élevée, car les organisations internationales ne sont pas incluses

dans la statistique des emplois et des entreprises. Or ce secteur représente 23531 emplois, dont sans doute plus de la moitié sont occupés par des étrangers. Il est probable que l'arc lémanique, de Genève à Montreux, ne soit pas loin du record mondial du cosmopolitisme dans l'emploi!

Les saisonniers disparaissent

D'autres chiffres sont intéressants et contribuent à tordre le cou aux idées toutes faites. Ainsi les saisonniers ne représentent que 3,2% des postes occupés par des allogènes alors que la moyenne suisse est encore de 7,4%. On comprend pourquoi la suppression

du statut des saisonniers, revendication constante des partis de gauche, est un peu hors de l'actualité depuis quelques années: ce sont les saisonniers eux-mêmes qui disparaissent.

Les requérants d'asile et autres étrangers en situation précaire sont très peu nombreux dans les statistiques: 2,1% des emplois d'étrangers pour l'ensemble de la Suisse et respectivement 1,7% et 1,9% pour Genève et Vaud. Définitivement non, les requérants qui travaillent ne prennent la place de personne et ne sont pour rien dans les chiffres du chômage!

De moins en moins de places d'apprentissage

Parmi les autres chiffres intéressants, la filière de l'apprentissage apparaît en nette perte de vitesse. Dans le recensement de 85, 19851 postes étaient occupés par des apprentis, soit 4,2% du total de l'emploi. En 1995, ce nombre est tombé à 12920, soit 2,6%. La part des apprentis est plus élevée dans le canton de Vaud (3,3%) que dans le canton de Genève (1,7%).

Le déclin de l'industrie constitue une des raisons de cette baisse spectaculaire. Dans le secteur secondaire, l'apprentissage était le mode dominant d'acquisition des savoir-faire et des techniques. Les études de plus longue durée sont désormais privilégiées dans les métiers de cols blancs. C'est tout un pan de la tradition suisse qui bascule sans bruit dans les colonnes de chiffres: le Suisse n'est plus ce pragmatique qui apprend un métier dans l'atelier ou le bureau. Il suit désormais des études.

On ne s'en plaindra pas. Robert Studer est arrivé au sommet de l'UBS avec un CFC d'employé de commerce. Il avait toutes les bases pour devenir un excellent banquier et, l'histoire récente l'a montré, aucune capacité pour comprendre l'évolution du monde et des idées. *js*

Vaud-Genève: emplois, établissements et entreprises, cahier N° 2, avril 98, SCRIS-OCSTAT

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Prendre les pauvres au sérieux

LES ORGANISATIONS PUBLIQUES et privées d'aide au développement se sont rencontrées récemment à Berne dans le cadre de la conférence Nord-Sud. Devant ce public, une Américaine n'a pas mâché ses mots.

Pour Nancy Barry, économiste, présidente de la Banque internationale des femmes et ancienne collaboratrice de la Banque mondiale, si l'on veut être de véritables agents du changement, il faut d'abord se changer soi-même. Or la corporation de l'aide au développement est encore trop fortement ancrée dans le monde des anciennes polarités: le Nord et le Sud, les riches et les pauvres, le capitalisme et le socialisme. Derrière les objectifs sociaux de la coopération, n'y a-t-il pas encore trop d'inefficacité, le besoin d'alléger sa conscience plutôt que la volonté de libérer des populations en les rendant autonomes?

Des changements sociaux et écologiques à grande échelles n'interviendront que si la charité fait place à une approche plus commerciale. Car c'est le crédit qui fait le plus défaut dans les pays du tiers-monde. L'esprit d'entre-

prise, les initiatives sont là, mais l'argent manque. La Banque mondiale des femmes, créée dans la foulée de la première conférence mondiale des femmes à Mexico en 1976, tente de répondre à ces besoins financiers, modestes puisque les prêts ne dépassent pas quelques centaines de dollars. Avec d'autres «instituts bancaires des pauvres», la Banque mondiale des femmes a constitué un réseau présent dans une quarantaine de pays et qui fournit ses prestations à dix millions de clients environ. Or ce sont cinq cents millions de personnes qui ont besoin d'un micro-financement.

La Suisse doit-elle augmenter son aide publique jusqu'à 0,4% de son produit intérieur? Pour Nancy Barry, il serait beaucoup plus efficace que les banques helvétiques acceptent de consacrer 10% du montant total de leurs crédits à ces débiteurs pauvres, par exemple en refinançant les instituts du réseau. Car les pauvres sont de bons débiteurs – taux de remboursement de 99% –, meilleurs que les débiteurs classiques. *jd*